



L'Université libératrice

Al-Djazair, la reconstruction intellectuelle d'une nation

« Effectivement, avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres : A quoi donc serviraient-ils ces diplômes qu'on continue de nous offrir pendant que notre peuple lutte héroïquement [...]. Et nous, 'les cadres de demain', on nous offre d'encadrer quoi ? d'encadrer qui ? ... Les ruines et les morceaux de cadavres sans doute [...]. La fausse quiétude dans laquelle nous sommes installés ne satisfait plus nos consciences. Notre devoir nous appelle à d'autres tâches plus urgentes, plus impératives, plus catégoriques, plus glorieuses. » (UGEMA)

De nombreuses études postcoloniales attestent que le savoir serait un instrument d'oppression et de contrôle – donc être réservé au dominateur (P. Singaravélou, 2009 : 76). Pour consolider sa position, le colonisateur français adopte une politique malthusianiste : il limite l'accès aux études à quelques privilégiés autochtones.

« Ce malthusianisme s'explique [...] par la crainte de former des « intellectuels », « révoltés » et « déclassés », susceptibles de remettre en question la domination européenne » (op. cit. : 79) – la France coloniale n'a créé qu'une seule université sur le territoire algérien en 1909 : elle comptait

30 étudiants indigènes en 1930, une centaine dans les années cinquante¹.

Outre l'insignifiance de leur nombre, les étudiants originaires des colonies sont contraints de se soumettre à la tutelle universitaire de la Métropole – l'un des instruments décisifs du projet impérialiste français bâti sur les fantasmes d'*ethnisme raciste*². Très surveillés et

¹ Représentant 2% de la totalité des étudiants dont la majorité était européenne. Ces chiffres ne font certes pas l'objet de consensus, car ils varient selon les recherches entre 2 et 5%, mais traduisent sans équivoque une proportion très réduite d'étudiants musulmans en comparaison avec celle des étudiants européens.

² Les concepts d'*ethnie* et de *race* furent des concepts opérateurs de l'idéologie colonialiste française, ils permirent



ne pouvant exprimer ouvertement leur position politique sous peine d'exclusion définitive, une résistance clandestine se constitue dès 1928 : la fondation des premières organisations estudiantines traduit la prise de conscience des étudiants algériens. Pour se démarquer du monopole colonisateur³, ceux-ci n'hésitent pas à créer alors leur propre Amicale des étudiants musulmans de l'Afrique du Nord (AEMAN)⁴.

Malgré le risque de l'exclusion, les exécutions et les assassinats, l'engagement politique s'intensifie dès le début des années cinquante dans le conflit opposant colonisateurs et colonisés : Ferhat Hached – leader syndicaliste tunisien – est assassiné (M. Harbi cité par N. Bancel, 2003 : 254) ; les étudiants maghrébins se mobilisent – leur mot d'ordre : *acquérir l'Indépendance de leurs pays respectifs*. La violence et la torture perpétrées contre leurs camarades et compatriotes qui se sont engagés dans lutte armée, pousse l'UGEMA à se rallier au mouvement de libération nationale.

C'est dans ces circonstances affligeantes que, le 19 mai 1956, les étudiants algériens décident de quitter les bancs de l'université pour rejoindre le maquis auprès de leurs frères afin de libérer leur Patrie du joug de l'occupant français. Très peu nombreux, 150 étudiants, à peine 2%, leur conscience du devoir l'emporte sur leurs ambitions personnelles : apporter leur soutien – principalement en matière d'organisation logistique, de propagande, d'information, de santé, et de droit – les incite à

privilégier l'avenir et le devenir du collectif, de la communauté.

Leur appel, adressé à leurs camarades, est sans équivoque : « *Notre devoir nous appelle à la souffrance quotidienne, aux côtés de ceux qui luttent et meurent LIBRES face à l'ennemi* ».

Ce séminaire national a pour objectif de revenir sur un événement marquant dans l'histoire de l'Algérie LIBRE : le rôle décisif qu'a joué – et joue – l'Université dans le processus de libération – nous parlons d'université et non d'étudiants seulement car nous estimons qu'outre l'UGEMA, plusieurs autres facteurs liés à l'institution universitaire, ont contribué à ce processus. Nous pensons principalement aux fonctions et aux missions que se doit de remplir ce Haut lieu du savoir. Au-delà de sa mission évidente de transmission de la connaissance, l'Enseignement supérieur s'attache à former une pensée critique, objective, impartiale et juste. C'est grâce à tous ces éléments et bien d'autres que des étudiants algériens et même français ont su se distancier de leur tutelle afin de militer pour une cause juste, celle des peuples colonisés de disposer de leur Indépendance. Ils ont renoncé à leur confort et privilèges et risqué leur vie pour la libération de leur Patrie : l'Algérie souveraine.

A travers cet appel à communication, nous souhaitons inviter la communauté scientifique algérienne à porter des regards croisés sur la question en vue d'éclairer les zones d'ombre qui persistent encore ; à valoriser les compétences disciplinaires et transversales qui ont des répercussions sociétales inestimables sur le sort d'un pays ; à réactiver enfin, les recherches interdisciplinaires qui portent sur la citoyenneté.

d'élaborer des catégories antagonistes et hiérarchisées : les « Européens » opposés aux « Indigènes, et les « Berbères » aux « Arabes ». Une opposition où la première *race* est supérieure à la seconde – une supériorité qui légitime, d'une part, la domination des « Européens » et, d'autre part, les quelques privilèges accordés aux « Berbères » (surtout les « kabyles » pour semer la division avec les « Arabes » et donc mieux régner. (G. Meynier, 2014 : 13-70)

³ Imposé par l'Association générale des étudiants d'Alger (AGEA) qui a, dans un premier temps, minorisé les droits des étudiants musulmans algériens en les privant de leur droit de vote.

⁴ Au fil d'un temps tourmenté par la Deuxième guerre mondiale, et après le déclenchement de la lutte armée pour l'Indépendance, elle se transforme, en 1955, en Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA).



Axes du séminaire

- **Axe 1** : Transfert du savoir académique (droit, médecine, information) et efficience dans l'organisation et l'amplification du mouvement révolutionnaire.
- **Axe 2** : UGEMA et mobilisation des étudiants : leur adhésion au mouvement révolutionnaire.
- **Axe 3** : Parti communiste, « MINOS » (l'aile des chrétiens de gauche de l'UNEF) et mobilisation pour la cause algérienne.
- **Axe 4** : Elites estudiantines algériennes : « séparatisme », « tribalisme » et « ethnicisme », une épistémè coloniale de la figure de l'indigène et de l'exclusion identitaire.
- **Axe 5** : Enjeux du nationalisme et mouvement étudiant algérien.
- **Axe 6** : Engagement de l'étudiant algérien et colonialisme : de l'éthique de la conviction à l'éthique de l'action.
- **Axe 7** : Figures de l'engagement estudiantin et lutte pour l'Indépendance : typologie, chronologie (engagement avant et après novembre 54), espace (Algérie et France).

Page | 3

Indications bibliographiques

1. AGACINSKI D., « Comment la guerre d'Algérie a politisé le milieu étudiant », *Cahiers du GRM* [Online], 3 | 2012. URL : <http://journals.openedition.org/grm/258> ; DOI: <https://doi.org/10.4000/grm.258>.
2. BANCEL, N., « 20. Le conflit entre l'UNEF et l'UGEMA et la radicalisation des mouvements étudiants coloniaux (1938-1960) », Nicolas BANCEL éd., *De l'Indochine à l'Algérie. La jeunesse en mouvements des deux côtés du miroir colonial, 1940-1962*. La Découverte, 2003, pp. 249-261.
3. BETTAHAR Y., « Les sources de l'enseignement supérieur colonial au Centre des archives d'outre-mer et au Centre des archives nationales d'Algérie », in Marie-Jeanne MAILFERT, Laurent ROLLET (dir.), *Mémoire et culture matérielle de l'Université*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, 2008.
4. BOUCHE D., « La France et la préparation de ses ressortissants d'outre-mer à la prise de responsabilités par l'accès aux études universitaires », in Charles-Robert AGERON, Marc MICHEL (dir.), *L'Ère des décolonisations*. Colloque Décolonisations comparées, Aix-en-Provence, 29 septembre-3 octobre 1993, Paris, Karthala, 1995.
5. MEYNIER G., « L'Algérie et les Algériens sous le système colonial. Approche historique historiographique », *Insaniyat*, 65-66 | 2014, 13-70.
6. SINGARAVELOU P., « L'enseignement supérieur colonial ». Un état des lieux », *Histoire de l'éducation*, 122 | 2009.

Les propositions de communication ainsi qu'une notice bio-bibliographique sont à envoyer avant le 15 février 2022 à : sepradis2022@gmail.com / femmam.chafika@gmail.com

Les langues du séminaire : l'arabe, le français et l'anglais.

Dates à retenir

- Date limite d'envoi des intentions de communication : **15 février 2022**.
- Retour des notifications d'acceptation : **24 février 2022**.
- Date du séminaire : **16 mars 2022**.



Président d'honneur

PR BOUTARFAIA AHMED, Recteur de l'Université
Mohamed Khider, Biskra.

Président du comité scientifique

KETHIRI Brahim, MCA, Université
Mohamed Khider, Biskra.

Membres du comité scientifique

BENGHENISSA Nacereddine, Professeur, Université
Mohamed Khider, Biskra.

BENSALAH Bachir, Professeur, Université
Mohamed Khider, Biskra.

DAHOU Foudil, Professeur, Université Kasdi
Merbah, Ouargla.

DAKHIA Abdelouahab, Professeur, Université
Mohamed Khider, Biskra.

DRIDI Mohamed, Professeur, Université Kasdi
Merbah, Ouargla.

FEMMAM Chafika, Professeur, Université
Mohamed Khider, Biskra.

KHENNOUR Salah, Professeur, Université Kasdi
Merbah, Ouargla.

ACHOUR Yasmine, MCA, Université
Mohamed Khider, Biskra.

BEDJAoui Nabila, MCA, Université
Mohamed Khider, Biskra.

BENAZZOuz Nadjiba, MCA, Université
Mohamed Khider, Biskra.

GRID Khaled, MCA, Université Mohamed Khider,
Biskra.

KHIDER Salim, MCA, Université Mohamed Khider,
Biskra.

OUAMANE Nadjette, MCA, Université Mohamed
Khider, Biskra.

Président du comité d'organisation

HAMMOUDA Mounir, MAA, Université
Mohamed Khider, Biskra.

Membres du comité d'organisation

HEDDOUCHE Ourida, MCB, Université
Mohamed Khider, Biskra.

KORIBAA Nadjat, MCB, Université Mohamed
Khider, Biskra.

RAFRAFI Soraya, MCB, Université Mohamed
Khider, Biskra.

SAOULI Sonia, MCB, Université Mohamed Khider,
Biskra.

ZERARI Sihem, MCB, Université Mohamed
Khider, Biskra.

CHELLOUAI Kamel, MAA, Université Mohamed
Khider, Biskra.

DJEROU Dounia, MAA, Université Mohamed
Khider, Biskra.

GUERROUF Ghazel, MAA, Université Mohamed
Khider, Biskra.

BENGHENISSA Imène, MAB, Université Abbes
Laghrou, Khenchela.

